

RTL -TVI - Journal du 3/05/2013 de 13 h

Introduction du reportage par la présentatrice : « ... Restrictions supplémentaires de 50 millions d'euros. In fine, c'est le patient qui pourrait en pâtir. Illustration au Grand Hôpital de Charleroi, où se sont rendus Julien Crête et Philippe Oudin ».

Le journaliste : « C'est l'une des institutions touchées de plein fouet par les économies du Fédéral. Pour cet hôpital de la région de Charleroi, la diminution du budget des soins de santé aura des retombées directes. Ces mesures devraient lui faire perdre 700.000 euros d'apport financier. Le personnel en fera les frais ».

Gauthier Saelens : « On a déjà du réduire l'emploi d'à peu près 100 équivalents temps plein et nous allons devoir malheureusement poursuivre cet effort pour tenir l'équilibre budgétaire au sein de l'hôpital ».

Le journaliste : « Dans cette institution, il devient de plus en plus difficile de réduire les frais et pour trouver l'équilibre, la direction craint de devoir un jour sabrer dans ses investissements de pointe. »

Gauthier Saelens : « Nous faisons tout ce qu'il faut pour tenir à la pointe mais objectivement, ça devient très très difficile de maintenir cette pointe et de s'équiper en permanence des équipements les plus modernes. »

Le journaliste : « Au total, le correctif budgétaire du Gouvernement est évalué à 51 millions d'euros. Le secteur de la biologie clinique et des analyses de sang par exemple sera touché, de même que les forfaits médicaments ou les frais de logistique. Un coût dur pour la centaine d'hôpitaux généralistes en Belgique. »

Denis Henrard : « Il va falloir faire des efforts énormes pour parvenir à maintenir cette qualité d'encadrement et les réinvestissements dans les infrastructures dans toute une série de services médico-techniques et dans l'accueil du patient. On fait aujourd'hui des restrictions notamment sur les frais de fonctionnement des hôpitaux, là ça risque de poser un certain nombre de problèmes. »

Le journaliste : « Début d'année, les hôpitaux étaient déjà amputés de 200 millions d'euros de subsides, ils espèrent la fin de l'hémorragie ».

Restrictions budgétaires dans les hôpitaux: les patients seront moins remboursés - En début d'année, le gouvernement a décidé 200 millions d'économies dans le secteur des soins de santé. Le dernier correctif prive les hôpitaux de 51 millions d'euros supplémentaires. En diminuant certains forfaits, en supprimant le remboursement des examens d'électrocardiogrammes par exemple. La Fédération des Institutions Hospitalière et celle des Associations Médico-Sociales tirent la sonnette d'alarme.

Ce n'est pas la première fois que des mesures d'économies grèvent les recettes du secteur hospitalier, mais cette fois, l'inquiétude va grandissante, tant l'équilibre financier devient précaire pour les hôpitaux du pays. Pour la Fédération des Institutions Hospitalières et la Fédération des Associations Médico-Sociales (qui représentent les hôpitaux à tendance Catholiques), le secteur est au bord de l'asphyxie. Ils demandent d'urgence que ces mesures soient supprimées, ou au moins compensées. Santhéa, les hôpitaux publics et privés non confessionnels font exactement le même constat, mais ne veulent pas encore alarmer l'opinion. Ils laissent d'abord une chance à la concertation avec le Gouvernement.

Où ont été réalisées ces "économies"?

Au total, le correctif budgétaire a amputé de 51 millions d'euros supplémentaires le budget 2013 des soins de santé. Comment ont-ils réussi à effectuer cette "économie"?

En baissant les forfaits de remboursement d'analyse biologique (analyses de sang, urines, biopsie, etc.)

En diminuant le forfait médicaments

En baissant le financement de la logistique au sein des hôpitaux

En supprimant tout remboursement pour les examens électrocardiogrammes

Remboursement des patients, emploi, qualité des soins,...

Ces mesures viennent s'ajouter aux précédentes. Déjà en début d'année, une économie de 200 millions d'euros avait été décidée. La revalorisation barémique du personnel a aussi été supprimée il y a 3 ans. Le secteur des soins de santé est "docile" en général et "comprend" que le gouvernement doit procéder à des économies, mais cette fois c'est trop. Le gouvernement avance qu'aucune conséquence de ces mesures en se fera sentir: au niveau du remboursement des patients, au niveau de l'emploi dans le secteur, au niveau aussi de la qualité des soins. Mais c'est un mensonge, répondent les hôpitaux.

Le Grand Hôpital de Charleroi a déjà dû supprimer 100 emplois

Au Grand Hôpital de Charleroi, ces mesures feront perdre entre 7 et 800.000 euros au GHDC. Dans le secteur hospitalier, entre 65 et 70% du budget, ce sont des coûts en personnel. Aujourd'hui, on ne sait plus compresser ni réduire les frais. Pour trouver l'équilibre budgétaire avec ces pertes, les hôpitaux devront supprimer de l'emploi. Au GHDC, on a déjà supprimé 100 emplois depuis un peu plus d'un an. Ces nouvelles mesures budgétaires risquent d'augmenter ces suppressions de postes.

Autres exemples : aux Cliniques Universitaires Saint-Luc à Bruxelles, le manque à gagner est de 750.000 euros. À La Louvière, à l'Hopital Tivoli, 500.000 euros.

Gaëtan Sgualdino

400 millions d'économies cumulées : les hôpitaux asphyxiés

BELGIQUE

02/05/2013 - 09h20

Pour la Fédération des institutions hospitalières (FIH) et la Fédération des associations médico-sociales (FAMS), la coupe est pleine : en plus des 51 millions amputés sur le budget 2013 « sans concertation avec les partenaires du secteur hospitalier » cumulés avec les 200 millions d'économies décidées en début d'année – soit 400 millions sur base annuelle –, le secteur « est au bord de l'asphyxie ».

Le secteur hospitalier – cette fois par la voix de la FIH et de la FAMS – demande que le gouvernement revoie sa copie afin de dégager des solutions alternatives aux coupes budgétaires supplémentaires décidées en mars.

Les coupes concernant des secteurs vitaux et sont « totalement inappropriées », estiment les deux fédérations.

La diminution des forfaits en biologie clinique, tout d'abord, pour un montant de 32,6 millions en année pleine, « affecte de manière indifférenciée les pratiques privées et les hôpitaux généraux ». Or, ces derniers « doivent faire face à des contraintes largement supérieures : seuls les hôpitaux aigus agréés sont tenus d'organiser des soins accessibles 24 h/24 et 7 jours/7, ce qui implique des investissements et une prise de risques supérieurs ». Comment faire ? La FIH propose que la partie de l'économie qui touche les hôpitaux aigus soit identifiée à terme par des codes de nomenclature différents et compensée immédiatement dans le BMF (budget des moyens financiers).

Le forfait médicaments (10 mios/an) se voit une fois de plus raboté alors qu'il était prévu que tout dégagement de marge serait réinvesti. « Cela met en péril les progrès attendus au niveau de la pharmacie hospitalière et des PIC's [Pharmaceutical Inspection Convention] ».

Quant aux 5 millions pris sur la logistique (sous-partie B1 du BMF), celle-ci « pâtit déjà d'un manque de financement de 81,5 millions € ». Elle débouchera inexorablement, selon la FIH, sur une diminution du confort pour le patient (chauffage notamment).

La FIH se plaint de la concurrence accrue des pratiques privées qui attirent les médecins hors des murs de l'hôpital ». Les coûts de fonctionnement augmentent sans cesse alors que le BMF n'augmente pas proportionnellement. Le gouvernement pousse donc les institutions à réduire l'emploi, souligne la FIH.

Par la voix de Pierre Smiets, celle-ci réclame d'urgence « la correction des mesures envisagées, ou à tout le moins une concertation en vue de rechercher des mesures alternatives ».

Elle demande à moyen terme « de définir une politique prévisionnelle cohérente, permettant de faire face aux défis à venir et aux besoins croissants – au premier rang desquels le vieillissement de la population et l'augmentation des pathologies chroniques ».

N.d.P.